

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**SOUS - PRÉFECTURE
D'APT**

84400 APT

Tél. 90.04.78.88

Affaire suivie par :

n° 1511

A R R E T E

Fixant les prescriptions pour l'épandage
des effluents de la Société CIPRIAL

Le Préfet de Vaucluse,

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée rela-
tive aux Installations Classées pour la protection de l'environnement,

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée rela-
tive au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur
pollution,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié
pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée,

Vu le décret n° 87-279 du 16 avril 1987 pris pour l'ap-
plication de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 précitée,

Vu la demande en date du 28 février 1989 par laquelle
la Société CIPRIAL à APT sollicite l'autorisation d'épandre à APT, GARGAS
et BONNIEUX, une partie de ses effluents liquides,

Vu les arrêtés préfectoraux des 25 avril 1984, 31 janvier
1985 et 26 août 1986 imposant des prescriptions complémentaires à la
Société CIPRIAL pour l'exploitation de ses usines et dépôts,

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 1988 fixant les
prescriptions pour l'épandage des effluents,

Vu le rapport du Directeur Régional de l'Industrie et
de la Recherche en date du 3 mars 1989,

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa
séance du 16 mars 1989,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture
de Vaucluse,

A R R E T E

ARTICLE I : Les articles 1, 2, 4, 7 et 8 de l'arrêté préfectoral du
12 juillet 1988 sont abrogés et remplacés par :

.../...

.../...

Article 1 : La Société CIPRIAL - Quartier Salignan - BP 101 à APT (84400) devra respecter pour l'épandage par aspersion sur des terres agricoles, des saumures provenant de ses usines d'APT, GARGAS et de ses dépôts ainsi que de l'effluent général des deux usines, les termes de ses dossiers techniques et études hydrogéologiques et pédologiques des 2 mars 1988 et 28 février 1989 et les prescriptions suivantes :

Article 2 : L'épandage des effluents s'effectuera sur les terrains repérés sur les plans II et III au 1/2500e de l'étude d'impact du 2 mars 1988 et les plans n° 1 à 7 du dossier du 28 février 1989.

Commune d'APT, secteur SALIGNAN, parcelles SB, SC, SD, SE, SF, SG, SH sur une superficie totale de 26 ha 41 a,

Commune d'APT, à proximité de la station d'épuration intercommunale, sur une superficie totale de 13 ha,

Commune de GARGAS, parcelles GA, GB, GC, GD, GE, SA et SI sur une superficie totale de 17 ha 09 a,

Commune de BONNIEUX, au plan de BONNIEUX, sur une superficie totale de 17 ha.

Article 4 : La hauteur d'effluents saumure épandue sera au maximum de 50 mm par an fractionnée en 10 arrosages. La limite mensuelle maximale sera de 10 mm. La hauteur d'effluent général épandu sera au maximum de 400 mm/an.

Article 7 : L'épandage devra satisfaire aux prescriptions générales ou particulières relatives au périmètre de protection des sources, puits, captages ou prises d'eau.

Il est en outre interdit à moins de 35 mètres :

- des puits ou forages,
- des sources,
- des aqueducs transitant des eaux potables en écoulement libre,
- de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable,
- Des berges des cours d'eau, à l'exception du Bricolet où cette distance peut être réduite à 10 m sous réserve du maintien d'écran naturel ou de buttes de protection, et à moins de 50 mètres des immeubles habités ou occupés par des tiers, des zones de loisirs et des établissements recevant du public.

Toutes dispositions doivent être prises pour que les eaux de ruissellement ne puissent, en raison de la pente du terrain notamment, atteindre les endroits ou les milieux protégés et ne soient cause d'inconvénients pour la santé publique ou d'inconvénients pour le voisinage.

L'épandage est notamment interdit :

- en période de gel,
- en période de fortes pluies,
- en dehors des terres régulièrement exploitées ou destinées à une remise en exploitation ou faisant l'objet d'opérations de reconstitution de sols.

.../...

.../...

En aucun cas, la capacité d'absorption des sols ne devra être dépassée afin d'éviter que la stagnation prolongée sur le sol, le ruissellement en dehors du champ d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puisse se produire.

A cet effet, l'exploitant disposera en permanence pour les saumures, d'une capacité de stockage étanche égale à 12 jours de fabrication de novembre à mars, et 6 jours d'avril à octobre.

L'effluent neutralisé doit être épandu le jour même, et ne pas être stocké. Les cuves de neutralisation seront sur cuvette de rétention étanche capable de recueillir la totalité de l'effluent stocké.

La partie sud de la parcelle SF, commune d'APT, ne doit être utilisée qu'après traitement particulier de son hydromorphie (drainage par exemple).

Article 8 : Surveillance.

Avant le début de l'épandage, il sera effectué un point "0" en procédant aux analyses suivantes :

- sur les 22 piézomètres : pH, DCO, MO, H₂S, SO₃, SO₄--, HCO₃, Cl-, N nitreux, N nitrique, N ammoniacal, P phosphate, Ca++, Mg++, Na+, K+, Fe++, Al+++ , et hauteur d'eau,
- Sur les eaux de l'Urba.ne et du Bricolet : DCO, K+, S (total).

Pendant les trois premières années de l'épandage et mensuellement, il sera procédé aux analyses suivantes :

- sur les 22 piézomètres : pH, DCO, H₂S, SO₄--, Na+, K+ et hauteur d'eau,
- sur les eaux de l'Urba.ne et du Bricolet, en amont et en aval de la zone d'épandage : DCO, D+, S (total).

Pour les années suivantes, ces analyses seront effectuées deux fois par an.

Les effluents épandus seront analysée une fois par mois : N total, K+, Mg++, Ca++, Na+, Al+++ , SO₄--, SO₃, H₂S, DCO, MEST, P phosphate et Cl- pour l'effluent général.

Un bilan des contrôles du sol et culturaux prévus dans l'étude d'impact, sera adressé deux fois par an à l'Inspecteur des Installations Classées.

Pendant les trois premières années de l'épandage, une surveillance pédologique et hydrogéologique, portant notamment sur l'absorption du sol, sera effectuée deux fois par an par une personne qualifiée dont le choix sera soumis à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées. Au-delà, cette surveillance sera annuelle.

Les analyses portant sur l'eau des nappes seront effectuées par un laboratoire indépendant de l'exploitant et agréé par le Ministère de l'environnement.

La surveillance agronomique, comportement des sols et des cultures, sera effectuée conformément au paragraphe 3.3.2. de l'étude d'impact du 2 mars 1988.

.../...

Les résultats concernant la pollution des eaux ainsi qu'une fiche récapitulative du cahier d'épandage, seront adressés mensuellement à l'Inspecteur des Installations Classées et au service chargé de la police des eaux.

L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander toute autre étude et analyse complémentaires qui s'avèreraient nécessaires par une personne ou un organisme qualifié, tant au niveau de l'épandage proprement dit, qu'au niveau des eaux superficielles et souterraines.

Les frais occasionnés par ces contrôles, analyses et études, seront à la charge de l'exploitant.

ARTICLE II : La date à laquelle devra être traité l'ensemble des effluents liquides, et fixée par les arrêtés préfectoraux des 25 avril 1984, 31 janvier 1985 et 26 août 1986, est reportée au 31 décembre 1990.

ARTICLE III : Le secrétaire général de la Préfecture de VAUCLUSE, le Sous-Préfet d'APT, les maires d'APT, de BONNIEUX et de CARGAS, le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et toutes autorités de Police et de Gendarmerie sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Avignon, le 21 AVR. 1989

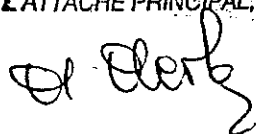
Le Préfet,

Signé : François LEBLOND

POUR AMPLIATION

Pour le Préfet,

L'ATTACHÉ PRINCIPAL,



Maryse MERLE

SOUS-PRÉFECTURE
d'APT (Vaucluse)

25. AVR. 1989

N°